



En effet, le parti du professeur Maurice Kamto, le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun pose comme conditions pour participer à ces échéances électorales : la résolution de la crise anglophone, l'organisation d'un dialogue inclusif, la libération des prisonniers aussi bien de la crise anglophone, que ceux des marches pacifiques et la révision du code électoral.

Plus besoin de spéculer dessus, le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) vient de clore le débat. Si la situation actuelle perdure jusqu'en février prochain, date prévue pour le double scrutin municipal et législatif, le parti de Maurice Kamto ne prendra pas part aux élections.

Pour être en lice dans les prochaines consultations, le parti exige que la crise anglophone soit résolue, que le gouvernement mette sur pied un dialogue inclusif, qu'il libère tous les prisonniers arrêtés dans le cadre de la crise anglophone et des manifestations pacifiques organisées par le MRC, qu'un nouveau code électoral consensuel soit mis sur pied.

En plus de ces conditions, le MRC requiert que « Elecam et le conseil constitutionnel soient totalement indépendants ». « Comment voulez-vous que le MRC participe aux élections alors qu'Elecam et le Conseil constitutionnel sont à la solde du régime », se demande Tiriane Noah, présidente par intérim de cette formation politique.

La remplaçante de Maurice Kamto confie que « l'élection présidentielle ne s'est pas tenue dans les zones anglophones à cause de l'insécurité qui s'y vit et les élections à venir risquent de connaître le même sort. » Elle est donc ferme ! « Le MRC n'ira pas aux élections pour se retrouver une fois de plus dans de nouvelles revendications », a-t-elle déclaré, au cours de la conférence de presse qu'elle a organisée, lundi dernier au siège de son parti à Yaoundé.

source: actucameroun.com
